

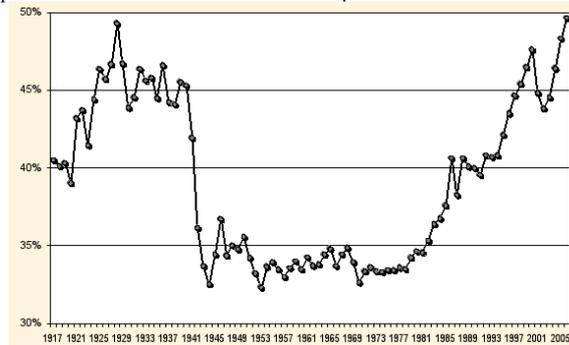
## Conférence sur la crise pour les lycéens

**Prologue : Le Glass-Steagall Act de 1933.** Après le krach boursier d'octobre 1929 et la dépression économique qui s'en suivit, les grands pays décidèrent de séparer les banques de dépôts(1) (*commercial banking*) des banques d'affaires(2) (*investment banking*) et de renforcer drastiquement les règles contraignantes pesant sur les banques et la finance internationale (ce qui mit environ 20 ans et une Seconde Guerre Mondiale pour advenir). Cette relative stabilité financière et sûreté bancaire participèrent à la prospérité des « trente glorieuses(3) ».

**Episode 1 : La déréglementation.** Au cours des années 1980 et 1990, les grands pays supprimèrent, les uns après les autres, toutes les règles prudentielles(4), jugées alors néfastes (entraves) au développement de la finance. On appelle cette évolution la déréglementation (5) de la finance internationale. Par exemple, en 1999, Bill Clinton, président des Etats-Unis, supprima le Glass-Steagall Act. Au cours de cette période, plusieurs crises financières se succédèrent (sur l'art ou l'immobilier de bureau, en Asie, sur les nouvelles technologies...). La finance comme industrie était de plus en plus prospère pendant que les inégalités de revenus mais surtout de patrimoine se remirent à croître... comme dans les années 1920 (voir graphique ci-dessous) ce qui affaiblit la consommation interne comme moteur de la croissance et développe les besoins de placement financiers des plus fortunés (cf. TGI écarts de propensions à consommer et de taux d'épargne selon le niveau de vie).

Par ailleurs, les années 1990-2000 ont été marquée, surtout et d'abord aux Etats-Unis (*FED Alan Greenspan*) par des politiques monétaires laxistes(6) c'est-à-dire des taux d'intérêt faibles (donc un coût du crédit attractif) qui ont permis le développement de l'endettement des ménages comme moteur de la croissance.

Évolution de la part du revenu total allant aux 10 % les plus riches aux Etats-Unis entre 1917 et 2006



Source : Saez E. (2008), "Striking it Richer : The Evolution of Top Incomes in the United States", March, <http://elsa.berkeley.edu/saez/saez-UStopincomes-2006prel.pdf>

**Episode 2 : Immobilier, la flambée des prix.** Dans la première moitié des années 2000, les grandes villes du monde virent les loyers et le prix du m<sup>2</sup> d'habitation flamber. Les prix montaient partout tellement vite que ce secteur attira des spéculateurs(7) en recherche de plus-values(7) (7 : acheter un bien immobilier aujourd'hui, attendre que son prix ait suffisamment augmenté pour le revendre et empocher la différence puis recommencer et non pour y habiter). La montée des prix ne semblait devoir jamais s'arrêter ce qui encourageait les ménages à acheter un logement avant que son prix n'ait encore augmenté... Les taux d'intérêt des banques étaient faibles, ce qui rendait le coût du crédit bon marché et compensait un peu les prix très élevés du logement.

**Episode 3 : Crédits subprimes et titrisation.** Aux Etats-Unis, où la déréglementation bancaire et financière était en avance, les banques confiaient à des courtiers indépendants « peu scrupuleux » (des intermédiaires) le soin de convaincre de nouveaux clients, des ménages pauvres américains, de s'endetter pour devenir propriétaire de leur maison. Les banques voulaient vendre plus de crédits. Comme ces ménages étaient pauvres et n'avaient de ce fait, jusqu'à présent, pas accès au crédit, les courtiers et les banques leur vendirent de nouveaux crédits dits hypothécaires(8) ou crédits sub-primes. Ces crédits sont à taux d'intérêt variables(9) et faible tant que le prix du bien acheté par le ménage continue de croître. Plus le prix de la maison est élevé, moins le taux d'intérêt est élevé. La banque se rémunère avec de petits taux d'intérêt mais accordés en masse, elle se protège du risque d'insolvabilité(10) de ses clients en étant propriétaire potentiel (hypothèque) de la maison tant que la totalité du crédit n'a pas été remboursée. Tant que les prix du marché de l'immobilier montaient, les ménages pauvres américains acquittaient sans difficultés leurs faibles mensualités(11) et les banques accordaient de plus en plus de crédits sub-primes.

Mais les banques ne s'en tinrent pas là. Elles décidèrent de titriser(12) leurs créances sub-primes et de les revendre par petits bouts (« en tranches ») grâce aux innovations financières(13), mélangés à d'autres créances(14) de meilleure qualité (risque d'insolvabilité moindre) à d'autres banques à travers le monde. En effet, en rachetant ces titres(15), les autres banques devenaient propriétaire des intérêts et des remboursements à venir, bref une source juteuse de revenus.

**Episode 4 : « Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel »** L'augmentation continue et de plus en plus démesurée des prix de l'immobilier constituent ce que l'on appelle une bulle spéculative(16), des prix démesurément élevés qui ne reposent sur rien de tangible, ce n'est la croissance collective(17) de revendre plus cher ce qu'on a acheté. Plus la bulle est grosse plus elle est fragile et risque d'éclater. C'est ce qui se produit aux Etats-Unis dès l'été 2006 mais surtout en 2007 où, après avoir cessé d'augmenter, les prix de l'immobilier ont commencé à chuter, car l'arrêt de la hausse a fait fuir des acheteurs et spéculateurs potentiels qui ont décidé de vendre leurs biens immobiliers avant que les prix ne se mettent à chuter vraiment. Le comportement mimétique(18) (ou moutonnier) a fait le reste. Ce départ massif des spéculateurs a fait effectivement chuter la demande de logement, croître l'offre de logements, les prix ont donc chuté rapidement (krach). Les ménages pauvres endettés en sub-prime ont vu leurs mensualités bondir proportionnellement à la chute des prix de l'immobilier (comme le prévoyait en tout petit en bas leur contrat de prêt). Insolubles ils n'ont pu faire face aux mensualités et se sont retrouvés en défaut de paiement. Les banques ont saisi les maisons et voulu les vendre pour récupérer les sommes prêtées, ce faisant elles ont accentué encore la chute des prix de l'immobilier (O>D).

**Episode 5 : La propagation planétaire.** La titrisation avait permis aux banques américaines de se débarrasser des crédits sub-prime à risque en les refilant à d'autres banques, qui elles-mêmes... Bref, toutes les grandes banques du monde avaient dans leur bilan(19) des crédits sub-primes, des crédits pourris(20). Elles ont donc toutes dû faire face à des pertes importantes. elles ont licencié. cessé d'accorder des crédits aux entreprises et aux ménages afin de conserver

un maximum de liquidités(21) (qui se faisait très rare) pour faire face à leurs obligations(22) face aux comptes de dépôt notamment. C'est la partie activité de marché des banques qui a été en crise, c'est sur la partie banque de dépôts que les banques ont répercuté leurs pertes. Une grande banque américaine (*Lehman Brothers*) a même fait faillite, déclenchant en septembre 2008 le véritable départ médiatique de la crise financière actuelle. Les banques sont en effet extrêmement interdépendantes les unes des autres, tels des dominos, si l'une tombe, c'est tout le système bancaire qui peut s'effondrer car le non-remboursement d'une banque entraîne le non-remboursement des autres, c'est-à-dire la paralysie de l'économie mondiale et la ruine des épargnants. On appelle cela un risque de crise systémique(23).

**Episode 6 : La crise de liquidités.** C'est donc à cette première urgence que les grands pays ont voulu répondre, il s'agissait de renflouer les banques avec de l'argent frais pour enrayer la crise de liquidités(24) généralisée et le risque d'implosion du système bancaire si les ménages, pris de panique, avaient tous retiré leur argent à la banque en même temps, de peur de ne jamais le récupérer.

**Episode 7 : De la crise financière à la crise économique.** A coup de milliards, les Etats ont réussi à éviter l'effondrement des banques (*too big too fail*). Mais les difficultés de ces-dernières se sont répercutées sur l'économie réelle(25) via ce qu'on appelle le credit crunch(26), c'est-à-dire la contraction du crédit à l'économie. Or, les entreprises ont un besoin vital de crédit à court terme pour boucler leur trésorerie(27), sans quoi elles peuvent faire faillite, et les ménages ont besoin de crédit pour acheter des voitures, des logements, des écrans plats etc. Bref les investissements des entreprises et la consommation des ménages ont chuté provoquant une montée des stocks d'invendus et le début des faillites d'entreprises, licenciements ou mise au chômage technique ou partiel(28), aggravant de fait la situation puisque déprimant encore davantage la consommation et l'investissement des entreprises qui réduisent la voilure et licencient à nouveau (cercle vicieux des anticipations pessimistes qui s'auto-valident). Le chômage a ainsi doublé aux Etats-Unis en moins de 2 ans, flirtant avec la barre des 10% de la population active. Ce cercle vicieux est le spectre de la dépression économique(29) des années 1930, recul cumulatif de la production de richesses, baisse des prix (déflation(30)), pessimisme et attentisme des consommateurs qui attendent des baisses supplémentaires pour acheter, pessimisme et attentisme des entreprises qui réduisent leur production, licencient, n'investissent plus... Même la baisse des taux d'intérêt proche de 0 voire négatifs n'incite pas les agents économiques à parier sur l'avenir en s'endettant. L'économiste John Maynard Keynes nomme cela la trappe à liquidités(31).

**Episode 8 : Les politiques de relance comme perfusion de l'économie.** La seule solution résulte dans des politiques ambitieuses de relance de la consommation et de l'investissement, mais les ménages et les entreprises ne peuvent et ne veulent ni consommer ni investir. C'est donc à la puissance publique de se substituer aux agents privés. Les Etats ont donc injecté massivement de la monnaie dans l'économie afin de donner du pouvoir d'achat aux ménages, d'aider les entreprises à vendre et produire (grands travaux, subventions, prime à la casse...) par des politiques budgétaires et monétaires de relance. Mais les déficits publics explosent... et les banques sauvées ont repris leurs activités tellement lucratives de marché (jusqu'à 40% de rendement quand la norme économique dans la production de biens et services est plutôt entre 5 et 10% en période fastes) comme si de rien n'était (*business as usual*). Des voix s'élèvent donc pour dire qu'il faut re-réglementer la finance, mieux l'encadrer, mieux contrôler l'activité des banques, comme cela avait été fait dans les années 1930... mais le G20 n'a pas mis cela à son dernier ordre du jour... il s'agit d'essayer de limiter le plus choquant pour l'opinion, les bonus des traders, mais à la logique de la finance folle, pour l'instant, rien n'a été opposé...

**Episode 9 : Le retour de la rigueur.** En Europe depuis le début de l'année 2010, les politiques de rigueur ont subitement remplacé les politiques de relance alors que la reprise économique n'est pas encore là malgré des taux de croissance du PIB de nouveau positif (mais faibles). Il ne s'agit donc pas de lutter contre une éventuelle surchauffe de l'économie qui se traduirait par des tensions inflationnistes fortes (le taux de croissance de l'IPC(32) est faible), mais de réduire le déficit budgétaire et la dette publique qui en découlent. De moyen de la politique économique, l'endettement est devenu une fin plus importante que l'emploi ! Pourquoi ce soudain revirement ? L'effet de ciseaux de stabilisateurs automatiques sur le budget public et l'endettement des Etats pour sauver l'économie des excès de l'endettement privé engendré par un système financier trop peu régulé ont contraint les Etats à « lever des capitaux » sur « les marchés(33) » afin de financer la relance donc leur déficit budgétaire. Or aujourd'hui, ces mêmes « marchés financiers » anticipent des difficultés de solvabilité des pays et leur demande en conséquence des taux d'intérêt de plus en plus élevés pour acquitter leur dette, ce qui alourdit automatiquement les dettes publiques !

**Episode 10 : Des agences de notations.** Elles sont des entreprises privées que les gros débiteurs (ceux qui s'endettent : les Etats, les entreprises) payent pour faire évaluer leur risque de défaut. Si la note est bonne, le pays ou l'entreprise pourra s'endetter à de faibles taux. Or, ces agences de notation, compte tenu des niveaux record d'endettement des pays à cause de la crise ont commencé à dégrader les notes des pays les plus fragiles : Grèce d'abord, puis Portugal, Espagne, Irlande (dits les PIGS). La monnaie unique survivrait-elle à la faillite d'un de ces pays membres ? Sur « les marchés » le doute s'est donc immiscé quant à la fiabilité de l'€. Cela a déclenché des attaques spéculatives qui ont consisté pour « les marchés » à se débarrasser de l'€ donc à le vendre, l'offre étant supérieure à la demande d'€, ce dernier a vu son cours s'affaiblir par rapport aux autres monnaies, ce qui est bénéfique aux entreprises exportatrices européennes qui gagnent de la compétitivité-prix(34) mais renchérit le coût des importations et surtout fait fuir les capitaux internationaux des bourses européennes et compliquent donc le financement des économies européennes (la dette des Etats et le financement de l'expansion des entreprises).

**Episode 11 :** Le comble de l'histoire est qu'aujourd'hui les agences de notations continuent de dégrader la note de certains pays européens parce que ces derniers mettent en place des politiques d'austérité telles que cela obère leur croissance économique future et donc les capacités de remboursement de ces mêmes Etats !

**Epilogue :** Quid également de cette course effrénée à la relance de la consommation et de l'investissement dans un monde que l'on sait désormais être sérieusement abîmé par les modes de consommation et de production des pays riches surtout ? La relance devrait être verte et équitable, c'est-à-dire concerner en priorité des dépenses pour la protection de l'environnement et une meilleure répartition des richesses au sein des pays et entre pays. La crise actuelle est alors perçue comme une crise du capitalisme.